



APPEL

DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE AUX SYNDICATS DE LA FÉDÉRATION

Montreuil, le 11 janvier 2019

Organisons partout des assemblées générales pour une entrée massive dans l'action !

La commission exécutive fédérale réunie le 10 janvier constate que le mouvement des gilets jaunes, loin de s'essouffler, a connu un regain de mobilisation et reste largement soutenu par la population malgré de multiples tentatives de décrédibilisation.

Nombre des revendications portées par ce mouvement convergent avec les nôtres et notamment l'augmentation généralisée des salaires et pensions, le rétablissement de l'ISF, la fin du CICE, la suppression de la CSG. Ce mouvement continue par ailleurs de démontrer le rejet majoritaire de la politique antisociale du gouvernement et la disponibilité pour l'action collective.

Les menaces qui pèsent sur le Statut des fonctionnaires et sur notre système de retraite et de protection sociale participent de la remise en cause des conquêtes sociales et démocratiques. Parallèlement, le gouvernement s'attaque aux chômeurs, aux précaires et plus largement aux pauvres qu'il renomme assistés et fraudeurs pour mieux justifier la régression de leurs droits. S'ajoutent à cela, en toute cohérence, la violence contre celles et ceux qui luttent, en les qualifiant de factieux pour mieux justifier la répression, et les projets liberticides du gouvernement contre le droit de manifestation visant à déplacer la crise sociale actuelle sur le terrain sécuritaire.

La Fédération CGT des Services publics se félicite que, malgré la répression, la mobilisation demeure. Elle appelle de ses vœux qu'elle se massifie et s'oriente vers un blocage de la production de richesses. Elle sait que seul le blocage de l'outil de production et des services publics obligera le patro-

nat et le gouvernement à ouvrir de réelles négociations sur les salaires, le temps de travail, les services publics et la protection sociale.

C'est pourquoi, consciente de la responsabilité qu'elle détient en cette période de fortes mobilisations sociales, **elle appelle l'ensemble de ses organisations à tout mettre en œuvre pour travailler les convergences revendicatives et d'action avec celles et ceux qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**, notamment les gilets jaunes, et lancer l'offensive dans les collectivités, offices du logement social et entreprises du champ fédéral.

La tenue d'assemblées générales, l'actualisation des cahiers revendicatifs, la mise en débat des actions à tenir sur les lieux de travail et de la généralisation de l'action par la grève en prenant appui sur le préavis fédéral du 7 au 31 janvier, sont un préalable afin de gagner la mobilisation du plus grand nombre d'agents.

Macron a déclaré qu'il ne renoncerait pas à ses réformes et dans le même temps annonce un « grand débat national ». La CGT a affirmé qu'elle ne participerait pas à un processus factice et ne sera pas présente à la réunion nationale de lancement. Soyons acteurs de cette période par l'expression des revendications et le rapport de force !

La CEF appelle donc l'ensemble de ses syndicats à s'inscrire dans cette démarche et à faire remonter à la permanence fédérale toutes les initiatives prises en territoire.